

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 20 mars 2026

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CA Grand Châtelleraut
Hôtel de Ville – 78 boulevard Blossac
86100 Châtelleraut

Références : 2026 446 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007204073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 mars 2026 dans la déchetterie exploitée par la CA Grand Châtelleraut et implantée lieu-dit « L'aiguillon Nord », rue de la Massonne 86100 Châtelleraut. L'inspection a été annoncée le 26 janvier 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA Grand Châtelleraut
- Lieu-dit « L'aiguillon Nord », rue de la Massonne 86100 Châtelleraut
- Code AIOT : 0007204073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite au programme global d'amélioration du réseau des déchetteries de son territoire, la CA Grand Châtelleraut a souhaité la mise en conformité et l'extension de trois de ses déchetteries (« Laumont » à Naintré, ainsi que « La Massonne » et « Les Nonnes » à Châtelleraut), la fermeture de deux déchetteries à Bonneuil-Matours et à Vouneuil-sur-Vienne et la création d'une nouvelle déchetterie à Bonneuil-Matours au lieu-dit « L'Oisillon ».

La déchetterie historique de La Massonne à Chatellerault a subi des travaux d'agrandissement et de mise en conformité courant 2016 passant sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi des suites de la visite du 13 novembre 2025

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions d'exploitation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Consistance installation	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 1.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Localisation des risques	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Vérification périodique	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Ouvrages d'épuration des eaux pluviales de voiries	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Stockage des huiles	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Contrôle des accès	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.1.4
7	Isolement avec les milieux	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.2.4
9	Qualité des rejets	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, articles 4.3.7 et 4.3.9
10	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.4.1
12	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de répondre aux faits susceptibles d'entraîner des suites, notamment concernant : la formation du personnel au risque incendie, la vérification des impacts éventuels liés aux modalités d'organisation, le contrôle de l'étanchéité de la vanne de sectionnement du bassin de confinement des eaux ainsi que les actions correctives relatives à la borne à huile. Une visite sera réalisée fin 2026 afin de vérifier la mise en œuvre de ces actions. En

cas de non-conformité, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : « L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. »
Constats : <u>Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :</u> Pour l'ensemble des déchetteries de la Communauté d'Agglomération de Grand Châtellerault (CAGC), les responsables désignés sont deux chefs d'équipe. Malgré la formation des agents à la manipulation des déchets diffus spéciaux (Eco-DDS), l'exploitant ne dispose pas sur site des attestations de formation des responsables et des opérateurs. De plus, aucun agent n'a reçu de formation aux risques incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction. <u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Le listing des formations réalisées par les deux chefs d'équipe a été transmis à l'inspection par courrier en date du 3 mars 2025. Ce courrier précise qu'une formation sur le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction a fait l'objet d'une demande auprès du service des ressources humaines et qu'une attestation sera transmise dès que les agents auront été formés. Lors de notre visite, il nous a été indiqué que cette formation est programmée pour le début de l'année 2026. <u>Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :</u> La formation relative au risque incendie et à la manipulation des moyens d'extinction a été demandée auprès du service des ressources humaines. Lors de notre visite, il nous a été indiqué qu'elle est programmée au printemps 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Former les opérateurs aux consignes liées au risque incendie et à la manipulation des dispositifs d'extinction présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consistance installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 1.2.4
Thème(s) : Autre, Consistance et capacité de l'installation
Prescription contrôlée : « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• un local gardien en haut de quai (bureau, sanitaires, local technique) ;• deux compacteurs pour les déchets cartons et les déchets tout-venant ;

- une plate-forme de 1 177 m² étanche et incombustible recueillant les déchets verts ;
- une plate-forme de déchargement située en haut de quai constituée de 9 épis regroupant :
 - 8 bennes étanches de 30 m³ chacune pour chacun des déchets suivants : bois, cartons, tout-venant, ferraille, meubles et plastiques durs ;
 - 1 caisson rehausse de 10 m³ dédié aux gravats ;
- 1 conteneur maritime de 60 m³ pour la recyclerie ;
- 2 conteneurs de 15 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : DEEE dangereux et DEEE non dangereux ;
- 1 conteneur de 30 m³ réceptionnant les pneus ;
- 1 conteneur métallique de 17 m³ pour les déchets ménagers spéciaux (DMS) dont les batteries ;
- 1 conteneur de 30 m³ pour le polystyrène dont le volume de déchets est limité à 17 m³ ;
- 1 benne de 16 m³ à capot (collecteur de piles DEL : déchets d'emballage légers) ;
- 2 conteneurs de 4 m³ chacun pour chacun des déchets suivants : verre et journaux/magasines/revues ;
- 1 contenant couvert et étanche de 5 m³ pour les déchets d'emballage légers (films plastiques) ;
- 1 contenant de 1 m³ pour les ampoules et les néons ;
- 2 contenants plastique de 0,25 m³ pour CD/DVD et consommables de bureautique ;
- 1 globe de 800 litres pour collecter les huiles de vidange usagées ;
- 1 fut en métal de 200 litres pour collecter les piles ;
- 1 conteneur place dans un local dédié pour collecter 12 kg maximum de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI). »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

L'inspection constate la présence, en haut de quai, de zones limitées de collecte complémentaires dans le cadre de la collecte des déchets entrant dans les filières de Responsabilité Élargie du Producteur (REP) récentes, notamment pour le bricolage, le jardinage, les jouets, ainsi que pour le sport et les loisirs.

L'exploitant signale avoir arrêté la collecte des DASRI et des DEL (Déchets d'Emballages Légers).

L'inspection rappelle que tout changement dans l'organisation ou l'affectation des bennes ou des zones de collecte doit conduire à une réévaluation de l'étude de danger et des impacts associés.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Un courrier en date du 3 mars 2025 a été transmis à l'inspection. Il précise les nouvelles modalités d'organisation, notamment l'affectation des bennes et des zones de collecte, faisant suite à notre visite du 20 novembre 2024. Ce courrier indique également qu'une étude est en cours, réalisée par le bureau d'études AUSTRAL, afin de nous transmettre les éléments d'appréciation relatifs à l'évaluation des impacts et des dangers, ainsi que les dispositions mises en œuvre pour les limiter. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre cette étude sous un délai de deux mois.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

Dans le courrier du 13 mars 2026, l'exploitant précise que, suite au rapport final du bureau d'études AUSTRAL, il lancera, avec les nouveaux élus, des projets d'optimisation sur les différentes déchetteries en 2026 et 2027. Un devis a été demandé au bureau d'études pour établir les porter à connaissance et assurer un accompagnement. Le montant de la prestation ne pouvait pas être intégré au budget 2026. Ces prestations seront donc intégrées au budget 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous transmettre, dans les plus brefs délais, le porter à connaissance, complété par les éléments

d'appréciation relatifs à l'évolution des impacts et des dangers, ainsi que par les dispositions mises en œuvre pour les limiter, réalisé par le bureau d'études AUSTRAL, conformément aux indications du courrier précité. Le délai mentionné dans ce courrier apparaît incompatible avec une maîtrise des risques liés à la gestion de la collecte mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. »</i>
Constats : <u>Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :</u> L'exploitant dispose d'un plan général du site indiquant pour chaque zone de stockage les types et volumes de déchets entreposés ainsi que les risques associés néanmoins ce plan est issu du dossier de demande d'autorisation initiale (courant 2015) et n'intègre pas les stockages de déchets des nouvelles filières REP en haut de quai. Ce plan doit être complété par l'ajout des zones ATEX (Atmosphère Explosible) potentiellement présentes sur le site, ainsi que par tous les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (comme les vannes de sectionnement). <u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :</u> Un délai supplémentaire a été demandé par courrier en date du 3 mars 2025. Lors de notre visite, l'exploitant s'est engagé à nous transmettre le plan général complété sous un délai de deux mois. <u>Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :</u> Le plan transmis lors de la visite ne mentionne ni les volumes de déchets entreposés, ni les dispositifs de sectionnement permettant de limiter tout écoulement en dehors du site (tels que les vannes de sectionnement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour et compléter le plan général avec les éléments manquants pré-cités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée : <i>« Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non</i>

autorisée. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

L'installation est sécurisée par une clôture interdisant l'accès non autorisé. Trois accès principaux aménagés permettent un fonctionnement normal du site. Les issues de l'installation peuvent être fermées en dehors des heures d'ouverture, et un panneau à l'entrée principale indique clairement les jours et les heures d'ouverture.

L'inspection constate que la clôture autour du bassin de rétention est complètement détériorée.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

L'inspection constate que la clôture autour du bassin de rétention est toujours détériorée.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

L'inspection constate que la clôture du bassin a été réparée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- d'une réserve d'eau d'au moins 240 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

L'installation est dotée de :

- un moyen d'alerter les services d'incendie et de secours en période ouvrée (téléphone mobile) ;
- un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, conformément à l'article 7.1.1 ;
- deux extincteurs ;

- un poteau d'incendie ;
- un bassin de rétention et une vanne de sectionnement pour collecter les eaux d'extinction d'un incendie.

L'exploitant ne dispose pas de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours qui justifie la conformité des prises de raccordement aux normes en vigueur, permettant ainsi au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit minimal de 60 m³/h.

L'inspection est étonnée que le site ne dispose que de deux extincteurs. L'exploitant indique que ce nombre était prévu dans le dossier de demande d'autorisation initiale.

L'inspection constate la présence anormale de végétaux dans le fond du bassin de rétention des eaux d'extinction incendie.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Le poteau incendie bleu, poteau d'aspiration référencé sous le n° 860669129 dans la base PIGMA de la Vienne, indique qu'un débit de 240 m³/h est délivrable.

Lors de notre visite, l'exploitant précise que l'entreprise en charge de la vérification annuelle des extincteurs sera missionnée afin d'évaluer les moyens de lutte contre l'incendie.

Un devis a été demandé à l'entreprise ORTEC pour la vidange et le curage du bassin de rétention, ainsi que pour le contrôle de son étanchéité. L'intervention est prévue courant décembre 2025.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

L'élimination des végétaux et le curage du bassin de rétention ont été réalisés et constatés lors de notre visite. L'exploitant indique que l'intégrité et l'étanchéité sont assurées. L'évaluation des moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été effectuée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier que le nombre d'extincteurs et leur type sont suffisants et adaptés sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

Le site compte :

- des installations électriques : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le contrôle pour l'année 2024 ;
- deux extincteurs : l'étiquette apposée sur l'extincteur du bureau indique qu'un contrôle a été effectué le 23/09/2024. L'exploitant n'avait pas à sa disposition le rapport de contrôle,
- des détecteurs de fumées : le contrôle des piles est réalisé ponctuellement via le bouton test présent sur les détecteurs néanmoins le déclenchement en présence de fumée de ces

dispositifs n'est pas testé ;

- Vanne de sectionnement de bassin de confinement des eaux d'extinction incendie : l'exploitant explique qu'un opérateur vérifie ponctuellement le bon fonctionnement de la vanne de sectionnement. L'inspection constate que la vanne de sectionnement est extrêmement difficile à manipuler et doute de son fonctionnement. L'inspection rappelle que les dispositifs de sécurité doivent être fonctionnels à tout moment et en toutes circonstances.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 6 décembre 2024. Le rapport n'a pas pu nous être transmis le jour de la visite, faute de copie. Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle annuel en juin 2025. Il a été noté, à la lecture du courrier du 3 mars 2025, que le contrôle du détecteur de fumée inclura désormais un test à l'aide d'un générateur de fumée. Un registre des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie est en cours de mise en place. Il est également indiqué que la vanne de sectionnement a été manœuvrée et que son étanchéité sera vérifiée par l'entreprise ORTEC lors de l'opération de nettoyage du bassin prévue en décembre 2025.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

Le registre de vérification des dispositifs d'alerte et de lutte contre l'incendie a été constaté sur site. Le rapport de contrôle des installations électrique 2025 nous a été transmis et comporte des observations non levées à ce jour. Le procès-verbal relatif à la vérification de l'étanchéité de la vanne de sectionnement n'a pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- justifier que toutes les non-conformités électriques sont traitées et levées ;
- transmettre le procès-verbal relatif à la vérification de l'étanchéité de la vanne de sectionnement réalisée par l'entreprise ORTEC ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

« Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

L'inspection constate que la vanne de sectionnement est extrêmement difficile à manipuler et doute de son fonctionnement. L'inspection rappelle que les dispositifs de sécurité doivent être fonctionnels à tout moment et en toutes circonstances.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Par courrier en date du 3 mars 2025, il est indiqué que la vanne de sectionnement a été

manœuvrée et que son étanchéité sera vérifiée par l'entreprise ORTEC lors de l'opération de nettoyage du bassin. L'intervention est prévue courant décembre 2025. Un registre recensant l'ensemble des contrôles et des opérations de maintenance effectués sur les dispositifs de secours et de sécurité a été mis en place.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

La vanne a fait l'objet d'une maintenance, et la bonne manœuvrabilité a été constatée lors de notre visite.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 8 : Ouvrages d'épuration des eaux pluviales de voiries

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

Prescription contrôlée :

« Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

Le débourbeur-deshuileur a été nettoyé par la société ORTEC le 13 février 2024. Les BSD associés à ce nettoyage sont conformes.

L'inspection constate que le débourbeur-deshuileur est excessivement chargé en boue alors qu'il a été curé il y a moins d'un an. L'inspection rappelle que ce dispositif doit être nettoyé au moins et fois par an mais aussi lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Le débourbeur-deshuileur a été nettoyé par la société ORTEC le 13 février 2025. Le BSD associé à cette opération a été transmis.

Il est également fait mention, dans ce même courrier, de la confirmation du bon dimensionnement de l'équipement ainsi que de l'augmentation de la fréquence de nettoyage : dès que le volume de boues atteindra les deux tiers de la hauteur, un nettoyage sera diligenté auprès du prestataire.

Une procédure d'entretien est actuellement en cours de rédaction.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

La procédure d'entretien pré-citée n'a pas été transmise

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre la procédure d'entretien et de maintenance du débourbeur-deshuileur indiquant notamment la fréquence et les modalités de contrôle du volume de boues présentes, les dispositions prises avant que le volume des boues atteignent 2/3 de la hauteur utile, de la traçabilité de ce contrôle dans le registre de maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 4.3.7 & 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 :

« [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

• Température : 30 °C

• pH : compris entre 5,5 et 8,5

• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l »

Article 4.3.11 :

« L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°1

Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
DCO	300
DBO5	100
Matières en suspension totale (MES)	100
Indice hydrocarbures	10
Azote global	30
Phosphore total	10

»

Constats :

Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :

Le dernier contrôle de la qualité des eaux en sortie du deshuileur-débourbeur présenté par l'exploitant date du 7 mai 2024 par la société IANESCO.

L'inspection constate des dépassements en MES sur les contrôles réalisés les 04/01/2022 et 21/09/2023.

L'inspection rappelle que le contrôle de la qualité des eaux doit être réalisé a minima tous les ans.

Les résultats présentés sont conformes aux valeurs limites présents dans l'arrêté préfectoral néanmoins le contrôle du pH n'a pas été réalisé par le laboratoire.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Par courrier en date du 3 mars 2025, il a été noté que le contrôle du pH sera intégré aux prochaines analyses.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

Le dernier contrôle de la qualité des eaux en sortie du deshuileur-débourbeur intègre le contrôle le pH.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 10 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 7.4.1 I, II et IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention et confinement

Prescription contrôlée :

« I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. [...]

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. [...] »

Constats :**Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :**

Constats sur l'état des rétentions des bungalows de stockage de déchets liquides

- bungalow de stockage des Déchets Dangereux Spéciaux (DDS) :
 - présence d'eau, de déchets et de boues dans la rétention ;
 - signes de corrosion excessive de la rétention ;
- bungalow de stockage contenant notamment des huiles alimentaires usagées :
 - présence de déchets et de boues dans la rétention ;
 - absence d'eau dans la rétention ;
 - signes de corrosion excessive de la rétention.

L'inspection rappelle que toute rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Ces deux conditions ne semblent pas réunies.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Suite à notre visite, l'exploitant nous a indiqué qu'un devis avait été réalisé auprès de l'entreprise ORTEC. L'intervention est prévue courant décembre 2025.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

Par courrier de l'exploitant en date du 13 mars 2026, nous notons que les bungalows de stockage précités ont été enlevés et que les stockages ont été réaménagés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage des huiles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 mai 2016, article 8.1.1.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des huiles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les huiles minérales ou synthétiques apportées par les usagers sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :</u></p> <p>L'inspection a constaté que les huiles minérales sont collectées dans une borne dédiée, constituée d'une cuve double enveloppe. Cependant, la borne présente plusieurs points critiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • protection insuffisante : le bardage surplombant la borne et sa zone de rétention est insuffisant pour la protéger des intempéries, la rendant vulnérable aux infiltrations d'eau ; • pollution visible : la zone de transvasement et le sol sont souillés par de l'huile usagée ; • doutes sur la rétention : l'exploitant affirme que la borne est placée sur une rétention contenant du sable. L'inspection doute de l'étanchéité de cette rétention, car elle n'est pas hors d'eau et n'a jamais débordé, laissant supposer qu'elle n'est pas conçue pour retenir les fuites d'huile. <p><u>Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2024 :</u></p> <p>Pour faire suite à la transmission en date du 3 mars 2025, il a été noté qu'une étude est en cours de réalisation par le BET AUSTRAL afin d'optimiser les déchetteries. Cette étude prévoit notamment la mise en place d'un dispositif de stockage des huiles à l'abri des intempéries. Les actions correctives seront mises en œuvre en fonction des recommandations émises. Un devis est actuellement en attente de la société ORTEC pour le remplacement du sable du bac, accompagné d'un test d'étanchéité. Lors de notre visite, il a été constaté l'absence d'évolution des constats mentionnés lors de la précédente inspection.</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :</u></p> <p>La zone de transvasement et le sol ont été nettoyés. Le sable présent sous la borne a été évacué vers une installation autorisée à accueillir ce type de déchets dangereux. Le BSD relatif à l'évacuation du sable souillé nous a été transmis. Les dispositifs de rétention existants ne permettent pas d'assurer l'étanchéité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la protection : il est nécessaire de placer hors d'eau la borne de collecte des huiles usagées ; • vérifier l'étanchéité de la rétention : l'étanchéité de la rétention doit être vérifiée et confirmée par un test d'étanchéité. Si elle n'est pas étanche, il est nécessaire de la remplacer par une solution conforme aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 2
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Concernant la date de sortie de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> • la dénomination usuelle du déchet ; • le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; • s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; • le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; • la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet : <ul style="list-style-type: none"> • l'adresse de l'établissement ; • l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet : <ul style="list-style-type: none"> • la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; • la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : <ul style="list-style-type: none"> • la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; • le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; • la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; [...] »
<p>Constats :</p> <p><u>Constat suite à la visite en date du 17 décembre 2024 :</u></p> <p>L'inspection constate le registre ne retranscrit pas l'ensemble des éléments attendus, il manque notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> b) Concernant la dénomination, nature et quantité : <ul style="list-style-type: none"> • le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - les unités de la quantité de déchet sortant (tonne ou en m³) ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Constat suite à la visite en date du 13 novembre 2025 :

Il est à noter l'absence d'indication du tonnage, du code déchet et de l'exutoire concernant les déchets DDS et les batteries, après examen du registre présenté lors de notre visite.

Constat suite à la visite en date du 19 mars 2026 :

Le registre complété nous a été transmis et n'amène pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite